



La politique sociale, talon d'Achille de Fillon

Emmanuel Jarry, Reuters, le 28.11.2016

Le caractère radical du programme économique et social de François Fillon, qui ravit le patronat français et a contribué à sa victoire à la primaire de la droite, pourrait bien devenir rapidement son talon d'Achille dans la campagne présidentielle.

L'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy a certes écrasé son adversaire, Alain Juppé, au second tour d'une consultation qui a mobilisé dimanche plus de 4,3 millions d'électeurs et deux sondages annoncent déjà sa victoire sur Marine Le Pen en 2017.

Mais selon l'institut Harris Interactive, son électorat de la primaire est âgé à 55% d'au moins 50 ans (34% de 65 ans et plus). Il est composé à 45% d'inactifs et à 34% de personnes issus des catégories socio-professionnelles supérieures.

Pour Stéphane Rozès, président de la société de conseil Cap, le résultat de dimanche relève donc d'une "illusion d'optique" et François Fillon aurait tort de penser que "l'électorat de la primaire est l'électorat de la France".

"François Fillon dit vouloir changer le logiciel du modèle social français", ajoute-t-il. "Mais très majoritairement, les classes actives et populaires ne veulent pas tant un changement de logiciel qu'une consolidation du modèle social."

Les organisations patronales ne cachent pas leur intérêt pour les réformes draconiennes proposées par François Fillon, notamment en matière de réduction des dépenses publiques et de flexibilité du marché du Travail.

"Le programme économique de François Fillon va dans le bon sens (...) Il a intégré toutes nos remarques", se réjouit un haut responsable du Medef.

Les syndicats sont en revanche unanimes à s'inquiéter de la "purge" promise par le nouveau candidat de la droite et du centre à l'élection présidentielle de 2017.

"En l'état actuel, son programme est synonyme d'austérité, de flexibilité et de dérégulation à outrance, d'explosion de la précarité et des inégalités et de chômage", estime ainsi Pascal Pavageau, secrétaire confédéral de Force ouvrière (FO).

UN "BOULEVARD POUR LE FN" ?

Dans une interview à Paris Match début novembre, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, avait jugé "délirantes" les réductions du nombre de fonctionnaires promises par les candidats à la primaire. Or c'est celui qui en propose le plus (500.000), François Fillon, qui l'a remportée.

Le numéro un de la CGT, Philippe Martinez, qui a conduit au printemps dernier, contre la loi Travail du gouvernement actuel, le plus long mouvement social depuis 1968, promet pour sa part de nouvelles mobilisations, si l'ancien Premier ministre est élu à l'Elysée et applique son programme en l'état.

Les organisations syndicales s'inquiètent aussi de ce que François Fillon se dise prêt à passer par-dessus les syndicats pour mettre en oeuvre sa politique.

"Si son programme reste le même et qu'il lance un Blitzkrieg pour l'appliquer par ordonnance en quelque mois, on aura un vrai problème de démocratie", résume Pascal Pavageau.

Tout cela sans compter l'impact des mesures promises par François Fillon sur l'activité économique et, dans un premier temps, sur les déficits publics, au moment où les taux d'intérêt risquent de repartir à la hausse, dit Luc Bérille le secrétaire général de l'Unsa, implantée dans la fonction publique.

Pour ce dirigeant syndical, comme pour d'autres analystes, cela laisse en outre le champ libre au FN sur les thèmes sociaux dans l'état actuel de division de la gauche, dont c'est habituellement un des chevaux de bataille.

"Si Fillon reste sur cette ligne, cela dégagera un boulevard pour le Front national, qui a déjà beaucoup investi le terrain social", estime Luc Bérille, pour qui cela fait aussi partie de "l'équation que la gauche doit résoudre".

La présidente et candidate du FN, Marine Le Pen, que les derniers sondages donnent pour le moment largement battue au second tour de l'élection présidentielle par François Fillon, s'est engouffrée immédiatement dans la brèche.

"C'est le pire programme de casse sociale qui n'ait jamais existé (...) Jamais aucun candidat n'est allé aussi loin dans la soumission aux exigences ultra-libérales de l'Union européenne", a-t-elle déclaré dimanche sur Europe 1.

L'électorat ouvrier est déjà massivement passé du côté de Marine Le Pen, rappelle pour sa part Stéphane Rozès. *"Le sujet, ce sont maintenant les employés et les classes moyennes."*
